« Frères turcs » et indésirables à la fois : les migrants de Thrace grecque en Turquie

“Turkish Brothers” yet Undesirables: Immigrants from Greek Thrace in Turkey
*“Hermanos turcos” y al mismo tiempo indeseables: los inmigrantes de la Tracia
griega en Turquía*

Jeanne Hersant

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/remi/4836>
DOI : 10.4000/remi.4836
ISSN : 1777-5418

Éditeur

Université de Poitiers

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2008
Pagination : 129-146
ISBN : 978-2-911627-50-7
ISSN : 0765-0752

Référence électronique

Jeanne Hersant, « « Frères turcs » et indésirables à la fois : les migrants de Thrace grecque en
Turquie », *Revue européenne des migrations internationales* [En ligne], vol. 24 - n°3 | 2008, mis en ligne le
01 décembre 2011, consulté le 15 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/remi/4836> ; DOI :
<https://doi.org/10.4000/remi.4836>

« Frères turcs » et indésirables à la fois : les migrants de Thrace grecque en Turquie

Jeanne HERSANT*

La « minorité musulmane » de Thrace occidentale¹ est officiellement considérée comme une population turque par les autorités de Turquie. Majoritairement turcophone², elle était *de facto* reconnue comme telle par l'État grec jusqu'à ce que le contentieux chypriote, à partir des années 1960, fasse craindre l'irrédentisme turc aux dirigeants grecs. La dénomination de ce groupe est désormais l'objet d'une lutte symbolique entre ses représentants et l'État turc d'une part, qui revendiquent la turcité de la minorité, l'État grec de l'autre, qui ne reconnaît cette population que comme minorité religieuse³. Cela conduit les études portant sur la « minorité musulmane » de

* Post-doctorante, Albert-Ludwigs-Universität Freiburg, jeanne.hersant@voila.fr

Une version préliminaire de cet article, issu d'une thèse de doctorat (Hersant 2007), a été présentée dans le séminaire de Benoit Fliche, « Anthropologie de l'altérité en Turquie », à l'EHESS, et une autre au colloque « Catégorisation(s) et migrations », CERI/Migrations, 13-14 mars 2008. Nous remercions Nurcan Özgür-Baklacioğlu, de l'Université d'Istanbul, et Frédérique Channac, de l'IEP de Bordeaux, pour les échanges que nous avons eus sur les questions migratoires au cours de l'élaboration de cette thèse.

- 1 D'après les termes de l'acte additionnel au traité de Lausanne qui organisa l'échange obligatoire de population entre la Grèce et la Turquie, dont les minorités « musulmane » de Thrace et « grecque orthodoxe » d'Istanbul ont été exemptées. L'usage des guillemets est lié au fait qu'il s'agit d'une dénomination officielle et non d'une catégorie de recherche. Signé en 1923 après la défaite de l'armée grecque à Izmir (1922), le traité de Lausanne délimitait les frontières de l'actuelle Turquie et, révisant le traité de Sèvres de 1920, il mettait fin aux ambitions européennes sur le territoire de l'ancien Empire ottoman.
- 2 La population musulmane compte également des locuteurs du pomaque, un dialecte du bulgare, mais le turc est la langue véhiculaire au sein de la minorité.
- 3 Il en va de même de l'évaluation numérique de la population musulmane, dans la mesure où les critères de religion et de langue maternelle ont disparu des statistiques grecques depuis le recensement de 1951. Dès lors, il n'est possible que d'estimer ou d'approcher le nombre de

Thrace occidentale à survaloriser les questions identitaires, dans une perspective souvent culturaliste, au détriment de l'analyse des processus historiques, institutionnels, politiques et sociaux, qui ont « produit » cette minorité. La prise en compte de ces processus permet une lecture sociologique, et non pas ethnique, de la configuration sociale locale⁴. Nous avons ainsi montré ailleurs (Hersant, 2007) que la mobilisation identitaire au sein de cette population ne saurait se comprendre en dehors, d'une part, du partage de prérogatives qui s'opère entre les États grec et turc concernant l'administration de cette population ; d'autre part, en dehors des flux migratoires vers la Turquie, dont les modalités constituent un aspect de cette co-gestion.

Ainsi, dans les années 1980, les musulmans de Thrace occidentale sont un exemple unique de citoyens de l'Union européenne émigrant clandestinement en Turquie et y demandant l'asile politique. Au-delà de l'aspect anecdotique ou insolite de ce constat, qui relativise la perspective généralement adoptée dans la sociologie des migrations, l'étude de ces flux migratoires permet d'opérer une sociologie de la construction nationale en Turquie. Une précision sémantique s'impose : nous aurons recours à l'expression *Batı Trakyalı*⁵ pour désigner cette population, plutôt qu'à l'alternative entre « musulmans » ou « Turcs »⁶. Cette expression se rapporte littéralement à la localisation géographique, tout en désignant sans ambiguïté les membres de la minorité et non pas l'ensemble des habitants de la Thrace occidentale, elle acquiert ainsi la valeur de catégorie descriptive.

La sociologie des migrations et des mobilités internationales est largement influencée, en France du moins, par le prisme des rapports Nord-Sud. À quelques exceptions près (Behar, 2006 ; Ballatore, 2008), les travaux se concentrent, d'une part, sur la pérennisation des migrations de travail des Trente Glorieuses en Europe occidentale, de la part de populations culturellement étrangères, issues d'anciennes colonies dans le cas de la France, de la Grande-Bretagne, et dans une moindre mesure de l'Espagne. Les demandeurs d'asile, migrants clandestins, réfugiés politiques ou écologiques, et leur odyssée souvent tragique pour franchir les frontières de l'Europe constituent l'autre objet d'étude privilégié. La recherche présentée ici propose une perspective différente, dans la mesure où les flux migratoires en provenance de la

musulmans, notamment par le recours aux listes électorales (Hersant & Yatropoulos, 2008). Ils seraient entre 100 et 120 000, soit environ 1 % de la population de la Grèce, et représenteraient la moitié de la population totale des départements du Rhodope et de Xanthi.

4 Pour Norbert Élias (1997 : 158-159), les habitants d'un village ou d'une nation forment des configurations, perceptibles à travers les chaînes d'interdépendance qui y relient les individus. Leur identification et analyse permet au sociologue de saisir indirectement les particularités de ces configurations.

5 En Turquie, les membres de la « minorité musulmane » sont dénommés *Batı Trakya Türkleri* (Turcs de Thrace occidentale) ou *Batı Trakyalılar* (littéralement « de Thrace occidentale », substantivé). En turc, le suffixe *-lı/lu* indique le fait d'appartenir à un endroit (et *-lar* indique le pluriel). Comme tous les mots étrangers dans la langue française, l'expression *Batı Trakyalı* sera employée de façon invariable.

6 Sauf lorsqu'il sera question de la dénomination officiellement en vigueur en Grèce, ou du nom des associations représentant cette population en Turquie.

Thrace grecque sont le fait d'Européens (au sens des conventions géographiques contemporaines, et au sens de ressortissants de l'Union européenne depuis les années 1980) qui partent s'installer, légalement ou clandestinement, en Turquie pour y trouver des conditions de vie jugées meilleures.

Quant à la sociologie des migrations en Turquie, elle s'intéresse en priorité à l'insertion sociale des Turcs en Europe occidentale et plus particulièrement en Allemagne. Une attention croissante est accordée aux flux migratoires balkaniques depuis la fin des régimes communistes, mais selon le paradigme du « monde turc » qui tend à associer ces flux en provenance de Bulgarie, d'Albanie, de Bosnie-Herzégovine ou de Thrace occidentale au phénomène de « retour » des *muhacir*⁷ à la fin de l'Empire ottoman (Toumarkine, 1995, 2000). La prépondérance de cette thématique du retour laisse peu de place à l'étude empirique des modalités de l'émigration des Turcs des Balkans, et des conditions de leur insertion sociale en Turquie. La politique d'asile de la Turquie est également un thème d'étude majeur depuis la fin des années 1990⁸, mais encore peu étoffé par des études de cas empiriques⁹. Dans l'ensemble, qu'il s'agisse des migrations conventionnelles ou de la politique d'asile, les thématiques choisies sont fortement liées à la gestion des flux en provenance « du Sud », dans le cadre de la politique de voisinage de l'Union européenne, officiellement mise en œuvre depuis 2003 (Lavenex et Uçar, 2002 ; Lahav, 2004).

Pourtant, de la même façon que les indicateurs et politiques démographiques d'un État révèlent un projet politique (Labbé, 2000), l'étude de la politique migratoire de la Turquie montre qu'il ne s'agit pas simplement de gestion des flux, mais du choix de populations admises à immigrer, lui aussi fondé sur un projet politique (Kirişçi, 1995 ; Çağaptay, 2006). Alors que la politique migratoire de la Turquie a pour principe, depuis les années 1930, de privilégier l'installation des populations turcophones des Balkans ou du Caucase (*Ibid.*), l'immigration des « Turcs » de Thrace occidentale n'a jamais été autorisée par l'État turc, sauf pendant la Seconde Guerre mondiale, puis de 1954 à 1961. C'est pourquoi, d'après les statistiques turques (Doğanay, 1996 ; Hersant, 2007), l'immigration de cette population n'existe plus officiellement depuis les années 1960. Pourtant, les témoignages recueillis lors de nos enquêtes de terrain laissent entrevoir des flux migratoires constants ; dès lors, il est manifeste que les passages de frontière clandestins ont caractérisé l'immigration en provenance de Thrace occidentale¹⁰. Les membres de la « minorité musulmane » subissaient en effet, jusqu'à

7 Les *muhacir* sont les musulmans qui venaient se réfugier en Anatolie et dans les Balkans, territoires le plus longtemps conservés, au fur et à mesure du délitement de l'Empire. Depuis les années 1930, ce terme a été remplacé par celui de *göçmen* (littéralement « é-immigrant ») dans la terminologie officielle (Toumarkine, 2000) ; c'est par ce terme que sont toujours désignés les Turcs des Balkans qui immigrèrent en Turquie.

8 Voir notamment les travaux de Kemal Kirişçi et Ahmet İçduygu.

9 Parmi lesquelles on peut citer les travaux de Didem Daniş (2006) sur les migrations de transit des Irakiens en Turquie.

10 On sait par ailleurs que les flux clandestins ont été constants depuis les années 1940 (Geray, 1962).

la fin des années 1990, des pressions politiques et des discriminations tant économiques qu'administratives, qui ont pris fin sous la pression des différentes instances européennes (Hersant, 2000), et dans le cadre du rapprochement avec la Turquie depuis 1999. D'ailleurs, lors du recensement turc de 2000, 59 217 personnes se sont déclarées nées en Grèce, et 6023 personnes présentes sur le territoire se sont déclarées de nationalité grecque (DİE, 2000)¹¹.

La première partie de cet article sera consacrée à la façon dont la politique migratoire et la politique d'asile de la Turquie s'appliquent à la Thrace occidentale. En dépit de l'absence de données concernant ces flux clandestins, l'accession de la Grèce à l'UE ne semble pas les avoir freinés de façon significative, du moins pas jusqu'à la fin des années 1990, lorsque la Turquie a connu des crises économiques d'une ampleur considérable. Ce sont surtout les modalités d'émigration qui ont changé pour les membres de la « minorité musulmane » de Thrace, devenus ressortissants de l'UE : le recours à l'asile politique n'est plus nécessaire pour pouvoir séjourner en Turquie¹². La question des apatrides et l'usage politique de cette population feront l'objet de la seconde partie. L'accueil et les conditions de séjour des *Bati Trakyalı* en Turquie répondent, particulièrement depuis les années 1990 avec l'importance accordée au « monde turc »¹³, à deux principes étatiques difficilement conciliables : décourager leur installation définitive afin de maintenir une présence turque en Thrace occidentale, tout en leur procurant, quel que soit leur statut sur le territoire turc, des avantages notables en tant « qu'étrangers d'ascendance turque ».

Afin de résoudre ce dilemme et de freiner la pérennisation de l'immigration clandestine, les autorités turques ont maintenu une partie des réfugiés apatrides — notamment les personnes trop âgées pour travailler ou sans instruction — dans un statut précaire, une sorte de vide juridique, en créant pour eux une catégorie administrative *ad hoc*. Il s'agit en effet d'inciter ces personnes à entamer un recours devant les tribunaux grecs, puis éventuellement vers la Cour européenne des droits de l'homme, pour retrouver leur citoyenneté. Cette étude de cas permet en somme de mettre en évidence deux types de processus, de nature différente, induits par cette catégorisation administrative. Il s'agira premièrement d'en montrer les ressorts politiques, ainsi que la façon dont elle conditionne les comportements migratoires et les stratégies d'insertion des migrants en Turquie. Le second processus est lié à l'Union européenne, qui constitue un ensemble de ressources symboliques et un registre permettant la redéfinition du contentieux interétatique qui oppose la Grèce à la Turquie.

11 Ces chiffres indiquent simplement l'existence d'une immigration en provenance de Grèce, ils ne désignent pas uniquement les *Bati Trakyalı*, même si on peut supposer qu'ils constituent la majeure partie des personnes qui se déclarent nées en Grèce.

12 On assiste même dans certains cas à une forme de migration saisonnière, lorsque des cultivateurs de tabac vont travailler en Turquie en dehors des périodes d'entretien que requiert cette culture, afin d'augmenter leurs revenus.

13 Cette expression désigne les populations turcophones des Balkans, d'Asie centrale, du Caucase, de Chypre et d'Irak.

Les enquêtes ayant donné lieu à ce travail ont été réalisées entre janvier 2002 et septembre 2004 dans différentes localités des départements de Xanthi et du Rhodope, ainsi qu'en Turquie, principalement à Istanbul et Bursa qui concentrent la plus importante population *Bati Trakyalı*¹⁴. Ces enquêtes ont été complétées par une étude des archives des différentes revues publiées par l'Association de Solidarité des Turcs de Thrace occidentale en Turquie, depuis 1967¹⁵.

1. POLITIQUE MIGRATOIRE TURQUE ET ROUTINISATION DE L'IMMIGRATION CLANDESTINE EN PROVENANCE DE THRACE OCCIDENTALE (1954-1990)

Initiée à la fin de l'Empire ottoman afin de pourvoir à l'installation des migrants dans le cadre du reflux de l'Empire, la « politique d'installation » a été redéfinie aux débuts de la République. Elle avait pour objectif, au lendemain de l'échange de population, de répartir les milliers de réfugiés venus de Grèce¹⁶, et d'autre part de repeupler le nouvel État en consolidant son caractère turc¹⁷. De ce fait, les Arabes et Kurdes des anciennes provinces ottomanes, musulmans mais non turcophones, ne faisaient pas partie des populations dont l'immigration en Turquie était acceptée. Quant aux non musulmans, ils étaient *de facto* exclus de cette politique migratoire. L'interdiction d'immigrer en Turquie s'appliquait également aux « Turcs » de Thrace occidentale, du Dodécanèse, du Sancak d'Alexandrette, et de Chypre, où Ankara voulait maintenir une présence turque (Çağaptay, 2006 : 84).

14 Ces enquêtes ont été réalisées au cours d'un séjour en Turquie en tant que boursière de l'Institut Français d'Études Anatoliennes, durant lequel nous avons bénéficié d'une autorisation de recherche. Des entretiens biographiques ont été réalisés avec 120 personnes, en Grèce, Allemagne et Turquie, en partie au cours de séjours dans des familles, une quarantaine d'entre elles ayant été rencontrées à plusieurs reprises. Elles ont été la plupart du temps approchées par l'intermédiaire des associations de Turcs de Thrace occidentale, et nous ont introduit dans leur cercle de sociabilité. Nos interlocuteurs étaient donc aussi bien des dirigeants associatifs que des étudiants ou des femmes au foyer, qui avaient eux-mêmes expérimenté l'immigration clandestine ; nous avons aussi rencontré des diplomates et députés turcs.

15 Il s'agit des revues *Bati Trakya*, *Yeni Bati Trakya* et *Bati Trakya'nın Sesi*, dont les collections partielles ou complètes sont disponibles au Centre de Recherches de l'Encyclopédie de l'Islam (İSAM), à la Bibliothèque Beyazıt et à la Bibliothèque Atatürk à Istanbul, ainsi qu'à la Bibliothèque Nationale à Ankara. Nous avons également eu recours aux archives privées des associations et de nos interlocuteurs.

16 De 1923 à 1933 la Turquie a accueilli 384 000 migrants en provenance de Grèce, principalement dans le cadre de l'échange de populations (Geray, 1962 : 10-11).

17 De 1934 à 1960, la Turquie a accueilli (migrants réguliers et réfugiés politiques compris) 23 788 migrants en provenance de Grèce, 272 971 en provenance de Bulgarie, 87 476 en provenance de Roumanie, et 160 922 en provenance de Yougoslavie (*Ibid.*).

1.1 La politique d'installation et le statut des « étrangers d'ascendance turque »

Précisons tout d'abord ce que recouvrent la « politique d'installation » (*iskan politikası*) et « l'immigration libre » (*serbest göç*), termes clé pour comprendre la politique migratoire de la Turquie. Hormis la sélection des populations « de race ou de culture turque », cette politique incluait leur répartition sur le territoire turc selon les modalités définies par les lois de 1926 et 1934 ; il s'agissait notamment d'installer les migrants considérés comme turcs dans les zones dont on jugeait que les populations ne l'étaient pas suffisamment, notamment les régions peuplées de Kurdes dans le sud-est du pays. Inversement, certaines « catégories intermédiaires » (Çağaptay, 2006 : 85) étaient définies en fonction de l'appartenance confessionnelle, mais aussi du fait que le turc était ou non la langue véhiculaire des populations concernées. Elles devaient plutôt s'installer dans des endroits peuplés de gens de « race turque » (*ırk*)¹⁸ afin de se fondre dans le creuset turc. L'objectif de cette politique était par ailleurs d'éviter que les migrants s'installent dans les métropoles (Hersant, 2007), et de repeupler les zones désertées par les populations chrétiennes (Çağaptay, 2006)¹⁹.

L'autre versant de la politique migratoire de la Turquie est l'émigration libre (*serbest göç*), qui concerne les migrants « de race ou de culture turque » en mesure de prouver qu'ils ont les moyens de s'installer en Turquie sans avoir recours aux aides de l'État. Dans ce cas, ils sont libres de choisir leur lieu de résidence sur le territoire turc ; dans le cas contraire, les migrants se voient attribuer un logement et des terres cultivables, du bétail et du matériel agricole, à condition de s'installer dans le département que leur indiquent les autorités (Kirişçi, 1995). Le caractère systématique de la politique d'installation fut en pratique rapidement abandonné, et elle fut abandonnée en 1970 en raison de la forte croissance de la population turque et la relative pénurie de terres à distribuer. Bien que la politique d'installation des migrants (*iskân politikası*) n'ait plus été appliquée en tant que telle après 1949, l'esprit de la loi de 1934 a continué néanmoins d'orienter l'accueil des immigrants et réfugiés, particulièrement dans les années 1980²⁰. Il faut en effet avoir à l'esprit les impératifs sécuritaires liés à l'émergence de la guérilla menée par le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) à partir de 1984. Les autorités turques ont ainsi mené plusieurs tentatives d'installation des réfugiés *Batı Trakyalı* dans les régions du Sud (Konya, Adıyaman) et du Sud-Est de la Turquie — autrement dit les zones de peuplement kurde (Diyarbakır, Şanlıurfa). Ce n'étaient pas les seuls migrants concernés par ces mesures,

18 Söner Çağaptay utilise l'expression « ethnic Turks », terminologie éminemment contemporaine qui ne correspond pas au contexte des années 1920 et 1930, où le terme de « race » (*ırk*) était d'usage courant. Aujourd'hui on utilise plutôt le terme *soy*, qui désigne l'ascendance, de façon plus neutre ; les *Batı Trakyalı* sont ainsi des « étrangers d'ascendance turque » (*Türk soyundan yabancılar*).

19 Les migrants ont été par exemple installés dans les villages arméniens et grecs abandonnés après le génocide de 1915 pour les premiers, et l'échange de population pour les seconds.

20 La loi de 1934 a été formellement réactivée en 1989 au moment de l'afflux de réfugiés en provenance de Bulgarie (Ertuna, 2003).

néanmoins, grâce à la médiation de l'Association de solidarité, les décrets les concernant ont, d'après les sources et archives examinées, été la plupart du temps annulés. Les réfractaires à l'installation forcée, quelle que soit leur ville de résidence, se réfugiaient au siège de l'Association de solidarité, à Istanbul, où « la police n'entrait pas »²¹, puis une délégation se rendait à Ankara pour plaider leur cause²².

1.2 « L'immigration libre » appliquée à la Thrace occidentale

En outre, l'expression d'immigration libre (*serbest göç*) a ici une acception plus spécifique : elle désigne pour nos interlocuteurs la période (1954-1961) au cours de laquelle l'immigration en Turquie fut légalement autorisée pour les *Bati Trakyalı* de nationalité grecque, à condition qu'ils aient les moyens de subvenir à leurs propres besoins. Les candidats au départ remplissant cette condition acquéraient immédiatement la nationalité turque, tandis que le consulat turc de Komotini transmettait aux autorités grecques la liste de ces nouveaux citoyens turcs qui devaient au préalable, selon la législation turque, être déchus de la nationalité grecque. De fait, c'est alors la couche aisée de la minorité qui s'est expatriée, d'autant qu'à la fin des années 1950, les autorités grecques ont interdit aux musulmans l'exercice des professions libérales. En dehors de cette période, l'État turc s'est contenté de gérer les flux d'immigrants clandestins, tout en accordant massivement, des années 1970 à 1990, des visas aux étudiants et aux enfants en âge d'être scolarisés dans le secondaire²³. À de rares exceptions près, tous nos interlocuteurs ayant fait des études supérieures les ont effectuées totalement ou partiellement en Turquie ; nombre d'entre eux y ayant en outre été scolarisés dès l'âge de onze ans.

C'est là qu'apparaissent les contradictions inhérentes à la politique migratoire turque. Les *Bati Trakyalı* qui résident de façon régulière en Turquie se voient opposer des obstacles administratifs à la naturalisation ou au séjour définitif, mais ils ont la possibilité, même lorsqu'ils n'y séjournent que temporairement, de s'y implanter économiquement, professionnellement et fiscalement. Ils peuvent notamment prétendre à un « certificat d'établi » (*etabli belgesi*), délivré par le consulat général de Turquie à Komotini²⁴, qui leur tient lieu de certificat « d'ascendance turque », conformément aux dispositions juridiques concernant les « étrangers d'ascendance turque »²⁵. Ces

21 Nous n'en connaissons pas la raison mais cela s'explique probablement par les relations privilégiées entre l'Association et la préfecture de police (Hersant, 2007).

22 « Mecburî iskân durduruldu » [L'installation obligatoire a été suspendue], *Bati Trakya'nın Sesi*, n° 5, juillet-août 1988. Cet article relate la façon dont six familles ont pu échapper à un décret d'installation les envoyant à Adıyaman, et rester à Bursa.

23 Entre 1996 et 2002, environ 12 300 visas de la sorte ont été délivrés. Il s'agit d'une estimation de source diplomatique et non des données exactes, qui sont confidentielles.

24 En référence aux certificats en français délivrés par la Société Des Nations en 1930 aux populations « non échangées » de Grèce et de Turquie.

25 Comme par exemple la loi 2527 du 25.09.1981 réglementant la liberté d'entreprise des « étrangers d'ascendance turque » (2527 sayılı Türk Soylu Yabancıların Türkiye'de Meslek ve Sanatlarını Serbestçe Yapabilmelerine Kamu veya Özel Kurum, Kuruluş veya İşyerlerinde Çalıştırabilmelerine İlişkin Kanun).

personnes bénéficient ainsi en Turquie des mêmes droits sociaux que les ressortissants turcs, hormis les droits civiques. À titre d'exemple, alors que jusqu'aux années 1990 les *Batı Trakyalı* n'avaient pas le droit, bien que citoyens grecs, d'acheter des terrains en Grèce, l'investissement immobilier leur était au contraire ouvert en Turquie à des conditions préférentielles. Ils se trouvent ainsi de fait dans la situation inverse de celle qu'ils connaissent en Grèce : ils ont la « nationalité » turque sans en avoir la « citoyenneté » (Noiriel, 1995, 2001).

1.3 L'immigration clandestine, un mode d'accès à la Turquie devenu routinier

À l'instar de la politique d'installation, la politique d'asile de l'État turc privilégie les populations « d'origine et de culture turque ». Il signa en 1951 la Convention internationale sur les demandeurs d'asile et les réfugiés, mais avec une clause restrictive : seuls les réfugiés en provenance d'Europe, c'est-à-dire de l'Union soviétique et des pays d'Europe de l'Est pouvaient demander l'asile politique à la Turquie, et seulement pour des événements antérieurs à 1951. En 1967, lors de la signature du Protocole relatif au statut des réfugiés, la Turquie accepta de renoncer à la clause temporelle, mais pas à la clause géographique (Kirişçi, 2003 : 59). Dans la pratique, la Turquie accueille deux types de réfugiés : ceux qui correspondent aux critères de la Convention, et ceux qui viennent de pays tiers à condition qu'ils soient « d'origine et de culture turque ».

Jusqu'à la crise de Chypre, il arrivait régulièrement que les migrants clandestins soient refoulés vers la Grèce. En effet, si nombre d'entre eux étaient acceptés au cas par cas, les *Batı Trakyalı* ne faisaient pas partie des populations recensées comme ayant droit à l'asile politique en Turquie, contrairement à celles des pays du bloc communiste, comme la Bulgarie et la Pologne²⁶. Après 1974, la Turquie a largement accordé le statut de réfugié politique aux *Batı Trakyalı* qui entraient illégalement sur son territoire, en tant que population en danger. Ce changement est lié à la mobilisation menée par l'Association de Solidarité des Turcs de Thrace occidentale²⁷ qui, associée à des mouvements de la droite nationaliste, est parvenue à imposer la question de la Thrace occidentale à l'agenda politique turc en en faisant un « combat national » (*millî dava*), à l'instar de la question chypriote²⁸. Les entretiens effectués et les archives dépouillées font apparaître une transition des « vrais » passages clandestins, à l'issue incertaine, vers des passages plutôt routiniers dans les années 1970 et 1980, effectués selon une procédure définie dans la pratique par les

26 « Yunanistan'dan kaçan Türkler'in anlattıkları çok hazin » [Les témoignages des Turcs ayant fui la Grèce sont très douloureux], *Batı Trakya*, n° 29, septembre 1969.

27 *Batı Trakya Türkleri Dayanışma Derneği*, BTTDD. Pour un historique de cette association et une description de ses activités, voir Hersant, 2005.

28 Une Association de Solidarité des Turcs de Chypre et de Thrace occidentale (*Kıbrıs ve Batı Trakya Türkleri Dayanışma Derneği*) fut même créée à Nicosie en 1980, et présidée par un proche de Rauf Denktaş, Fikret Alasya.

autorités grecques et turques. Jusqu'à la fin des années 1950, la frontière terrestre était totalement fermée et des familles entières fuyaient vers la Turquie par la mer, dans des embarcations de pêcheurs, depuis Alexandroupolis jusqu'aux îles de Bozcaada ou Gökçeada, ou encore jusqu'à Çanakkale. Ces traversées se faisaient au péril de leur vie, et ceux qui arrivaient vivants couraient le risque d'être renvoyés en Grèce s'ils n'avaient pas de famille pour les accueillir. Puis les passages clandestins se sont effectués par voie terrestre²⁹, les fugitifs traversaient le fleuve Evros en s'exposant aux tirs des gardes-frontières.

Parler de routine n'implique pas que la migration clandestine fut par la suite organisée. En premier lieu, l'État turc a assoupli sa politique dans les années 1970 et commencé à délivrer des visas touristiques aux *Bati Trakyalı*, à l'expiration duquel nombre d'entre eux restaient clandestinement sur le territoire turc. Il faut d'autre part mentionner la façon dont, en pratique, les modalités de la migration clandestine sont définies conjointement, quoique tacitement, par les autorités grecques et turques, les candidats au départ se les réappropriant peu à peu. L'article 19 du Code grec de la nationalité³⁰ était au cœur de ces pratiques. Abolie par le Parlement grec en 1998 suites aux pressions européennes³¹, cette disposition stipulait que les « citoyens helléniques d'origine non grecque » (*allogenis*) pouvaient être déchus de la nationalité grecque, sur simple décision administrative et sans obligation de motiver la décision, en cas de séjour prolongé à l'étranger « sans intention de revenir en Grèce » et « d'activités nuisibles aux intérêts de l'État »³². Or, la Turquie ne reconnaît pas la double nationalité sur son territoire et, ne souhaitant pas encourager l'émigration *bati trakyalı*, n'accueillait que ceux qui pouvaient prouver qu'ils n'avaient plus d'attaches avec la Grèce. Dans les années 1970 et 1980, alors que la Thrace occidentale était une région économiquement sous-développée, de nombreux fugitifs utilisaient l'asile politique comme un moyen efficace d'obtenir la nationalité turque, condition pour obtenir un emploi : les autorités turques ne délivraient pas de permis de travail aux étrangers. Ainsi, l'un de nos interlocuteurs avait simplement entendu dire par son oncle, avant de quitter clandestinement la Thrace, que « si on laissait sa carte d'identité en Grèce, alors on était accepté en Turquie ».

29 Les archives dépouillées, à partir de 1967, ne relatent que des passages par voie terrestre. Les traversées maritimes nous ont été relatées par des personnes les ayant eux-mêmes expérimentées, parfois au cours de plusieurs tentatives, entre la fin des années 1940 et le début des années 1960.

30 Il s'agissait à proprement parler de la loi 3370/1955, qui réactivait une disposition plus ancienne, utilisée notamment pendant et après la guerre civile grecque (1946-49) à l'encontre des communistes (Tsitselikis, 2006). Après le pogrom contre les membres de la minorité grecque d'Istanbul, la même année, elle a été quasi exclusivement appliquée aux musulmans de Thrace occidentale.

31 Le processus ayant abouti à l'abrogation de cette disposition a été retracé, à l'appui des archives du Parlement européen et du Conseil de l'Europe, dans Jeanne Hersant (2000).

32 En l'occurrence le simple fait de partir en Turquie : les travailleurs partis en Allemagne dans le cadre des accords de main-d'œuvre ou en tant que saisonniers n'ont pas été déchus de leur citoyenneté grecque (Hersant, 2007).

Le recours aux passeurs est alors devenu la règle, selon une procédure rapportée ou relatée presque à l'identique par nos interlocuteurs et par les archives. Les passeurs étaient connus des autorités grecques, et les fugitifs leur abandonnaient leur carte d'identité afin de prouver que leur départ était définitif. Dès lors, nos interlocuteurs affirment que les gardes-frontières les laissaient passer sans encombre ; ils se présentaient alors aux autorités turques comme demandeurs d'asile. Les passeurs remettaient ensuite aux autorités les documents qui leur avaient été confiés, et l'article 19 du Code de la nationalité était alors appliqué : les fugitifs ne pouvaient plus revenir. Certains de nos interlocuteurs décrivent ce passage de frontière clandestin comme une simple formalité qu'ils ont eu à accomplir³³. Tout se passe comme si les autorités turques avaient adapté leur procédure d'accueil des réfugiés *Batı Trakyalı* à la législation grecque en vigueur à leur rencontre.

Nous avons rencontré plusieurs familles où seul l'un des deux conjoints, souvent l'homme, avait passé la frontière clandestinement, éventuellement avec des enfants, tandis que l'autre conjoint l'avait attendu en Turquie où il était entré régulièrement avec un visa touristique. C'est ainsi que nombre de femmes de cette cohorte, qui souvent n'ont pas d'activité professionnelle, ont conservé la nationalité grecque et font le lien avec la famille restée en Grèce. Elles s'y rendent régulièrement, à l'occasion des fêtes religieuses, mais aussi pour donner naissance à leurs enfants : jusqu'à ces dernières années, il arrivait fréquemment que les autorités consulaires grecques en Turquie refusent d'enregistrer les enfants nés de parents *Batı Trakyalı* sur le territoire turc, quand bien même les deux parents aient conservé la nationalité grecque.

2. LA GESTION PAR L'INCERTITUDE DES FLUX MIGRATOIRES EN PROVENANCE DE THRACE OCCIDENTALE

Cela a été évoqué dans l'introduction, l'accueil et les conditions de séjour des *Batı Trakyalı* en Turquie répondent, à deux principes contradictoires : décourager leur installation définitive afin de maintenir une présence turque en Thrace occidentale, tout en leur procurant les mêmes droits sociaux qu'aux citoyens turcs.

33 Cet usage délibéré et répandu de l'article 19 ne saurait occulter ni le climat économique et politique qui poussaient ces personnes au départ, ni le cas de nos interlocuteurs qui en ont subi l'application arbitraire et ont dû quitter la Grèce à contre cœur, ni le cas plus rare de fugitifs refoulés par les autorités turques, et qui se sont néanmoins vu déchoir de la nationalité grecque. Voir sur ce point : « Haymatloslar için yeni bir umut » [Un nouvel espoir pour les apatrides], *Öğretmen'in Sesi*, 29.06.06.

2.1 L'assouplissement des conditions de séjour pour les personnes apatrides dans les années 1990

La priorité des autorités turques reste que les *Bati Trakyalı* conservent des liens avec la Grèce, quitte à négocier *a posteriori* des mesures dérogatoires avec l'Association de Solidarité des Turcs de Thrace occidentale. Depuis 1988, en vertu des accords de libre circulation entre l'UE et la Turquie, les *Bati Trakyalı* bénéficient en tant que ressortissants européens du droit d'entrer en Turquie sans visa et d'y séjourner trois mois en tant que touristes ; en conséquence l'immigration clandestine s'est quasiment tarie. En pratique, nombre de *Bati Trakyalı* résident *de facto* en Turquie aux frontières de la légalité, en sortant du territoire tous les trois mois. En 2002, l'Association de solidarité des Turcs de Thrace occidentale a même négocié avec le ministère de l'Intérieur une mesure dérogatoire pour les *Bati Trakyalı* résidant en Turquie sans permis de travail ou de séjour (c'est le cas notamment des retraités ou des travailleurs saisonniers non déclarés) : ils peuvent désormais séjourner en Turquie le temps qu'ils veulent sans sortir du territoire tous les trois mois, et sans payer d'amende³⁴. En 2004, toujours dans l'informalité, c'est un accord concernant le permis de travail qui a été passé : les *Bati Trakyalı* qui en auront obtenu un au moins une fois ne sont plus tenus de le renouveler ou d'en demander un nouveau s'ils changent d'employeur.

Cette coopération a fait des dirigeants associatifs les interlocuteurs officiels du gouvernement et les experts auxquels celui-ci se réfère ; grâce à eux les autorités turques peuvent évaluer le nombre de *Bati Trakyalı* résidant en Turquie ayant la nationalité grecque. Ainsi, à l'occasion des élections législatives grecques de 2004, l'Association de solidarité et ses antennes, relayant les préoccupations gouvernementales, a organisé une mobilisation massive afin que ceux qui ont la nationalité grecque aillent voter afin de multiplier les chances de faire élire au moins un député de la minorité. Près de 10 000 personnes se sont inscrites dans les associations, qui avaient mis des dizaines de bus gratuitement à disposition (Hersant et Yatropoulos, 2008). Cette opération a en somme permis aux dirigeants associatifs et aux autorités turques d'évaluer le nombre de *Bati Trakyalı* ressortissants grecs vivant en Turquie sans titre de séjour.

La tolérance de l'administration turque au sens large s'est d'ailleurs considérablement assouplie au fur et à mesure que les « Turcs de l'extérieur » devenaient le credo national, après le coup d'État du 12 septembre 1980, et surtout dans les années 1990. Contrairement aux témoignages recueillis concernant les années 1960 à 1980, les *Bati Trakyalı* n'ont aujourd'hui aucun mal à trouver un emploi même s'ils n'ont pas la nationalité turque, et souvent même sans permis de travail. Les « étrangers d'ascendance turque » ont également le droit à la sécurité sociale d'État (SSK), à condition d'être en situation régulière ; mais l'une de nos interlocutrices, bien

34 Cette mesure n'a pas d'ancrage juridique et est illégale puisqu'elle contredit la loi turque et ne s'applique pas à l'ensemble des ressortissants grecs.

qu'étant employée sans permis de travail, détenait une carte d'assurée sociale en règle. Les dispositions relatives aux « étrangers d'ascendance turque » semblent en somme avoir inscrit les *Batı Trakyalı*, apatrides ou non, dans un espace contingent à la nationalité turque, en vertu duquel ils bénéficient des mêmes avantages que les citoyens turcs, seul le droit de vote et l'accès à la fonction publique les différenciant de ceux-ci³⁵.

Cela étant, la précarité et le flou juridiques continuent de caractériser la situation de nombre de migrants originaires de Thrace occidentale en Turquie. En effet, nombre de migrants originaires de Thrace vivent en Turquie à la frontière de la légalité, bénéficiant de mesures dérogatoires négociées en dehors de tout cadre juridique et légal entre le ministère de l'Intérieur et l'Association de solidarité des Turcs de Thrace occidentale. Cet imbroglio entretient un brouillage qui rend souvent nos interlocuteurs incapables d'évaluer réellement leur situation et leurs droits : les torts sont attribués à l'État grec, particulièrement dans le discours « officiel » en vigueur au sein du réseau associatif, en raison de l'usage abusif qui fut fait de l'article 19 du Code de la nationalité. Cette précarité est une arme politique pour les autorités turques dans le cas des apatrides (2.2), ou simplement un expédient afin d'obliger les *Batı Trakyalı* à maintenir des liens avec leur pays d'origine. Pourtant, nos interlocuteurs sont souvent persuadés que les difficultés administratives qu'ils connaissent en Turquie, notamment l'obligation de renoncer à la nationalité grecque pour être naturalisé, sont voulues par les autorités grecques.

L'Association de solidarité cautionne ou entretient le flou autour du statut juridique des migrants en général et des apatrides en particulier, en relayant des informations partielles ou erronées auprès de leurs compatriotes. Il s'agit de maintenir les *Batı Trakyalı* dans l'incertitude matérielle et juridique, mais aussi dans la conviction qu'ils sont perpétuellement victimes, en Thrace comme en Turquie, de la politique grecque. Acquis au « combat national », les dirigeants de l'Association de Solidarité ont à cœur de maintenir un cadre de perception décalé par rapport à la libéralisation de la politique grecque en Thrace occidentale depuis la fin des années 1990. La mise en cause du cadre dominant, celui d'une minorité turque opprimée par l'État grec, entraînerait en effet une mise en cause de l'utilité sociale et surtout de la légitimité politique de cette association, constituée en groupe d'intérêt. D'ailleurs, la coopération entre cette association et le gouvernement turc porte aussi bien sur les actions à mener pour promouvoir la présence turque en Grèce ; ce sera l'objet des développements suivants.

35 Notamment en matière d'investissements immobiliers (interdit aux étrangers dans certaines zones jusqu'en 2004). Néanmoins, comme tous les étrangers en Turquie, les *Batı Trakyalı* ayant conservé la nationalité grecque se voient imposer de sévères restrictions concernant l'ouverture d'un compte bancaire.

2.2 Catégorie administrative *ad hoc* et titre de séjour soumis à conditions

À la différence de la procédure dite d'immigration libre, l'acquisition de la nationalité turque n'avait rien d'automatique pour les réfugiés *Batı Trakyalı* : la plupart de nos interlocuteurs ont attendu plusieurs mois voire plusieurs années avant de se la voir octroyer, parfois aussi avant de la demander. D'autres n'ont jamais été naturalisés : c'est le cas des personnes trop âgées pour travailler, ou des femmes au foyer. Une catégorie administrative a été créée pour eux : ce sont les *ıskatlı*, terme qui désigne le fait d'être déchu de sa nationalité et qui en Turquie s'applique spécifiquement, d'après la définition du ministère de l'Intérieur, aux *Batı Trakyalı* apatrides suite à l'application de l'article 19 du Code grec de la nationalité³⁶. Leur statut illustre la façon dont les autorités turques gèrent l'immigration en provenance de Thrace occidentale par le recours à des artifices ou expédients juridiques, parfois aux marges de la légalité. Il y a d'une part les apatrides conventionnels désignés comme *haymatlos* (de l'allemand *heimatlos*) qui bénéficient de la protection du statut des apatrides des Nations Unies ; d'autre part ceux dont la situation juridique est encore incertaine (*ıskatlı*), et qui sont de ce fait plus vulnérables. L'octroi du statut international d'apatride est laissé à la discrétion des autorités turques, et la majorité des apatrides originaires de Thrace occidentale n'en bénéficie pas. L'apatridie est ainsi devenue une sorte de ressource politique pour l'État turc, l'objectif sous-jacent étant que les personnes concernées puissent, à terme, retrouver leur citoyenneté grecque grâce au recours aux juridictions européennes.

D'après un dirigeant de l'Association de solidarité des Turcs de Thrace occidentale à Bursa, les personnes désignées comme *ıskatlı* — dont certaines vivent ainsi en Turquie depuis 20 ou 30 ans — bénéficient d'un passeport d'apatride, d'un permis de séjour, et de la possibilité de trouver un emploi, mais nous n'avons pas pu le vérifier. Cela correspond au témoignage de nos interlocuteurs, mais il est vrai qu'ils ne font pas la distinction entre les deux statuts. En 2001, 2874 apatrides (*ıskatlı* et *haymatlos* confondus) bénéficiaient d'un titre de séjour en Turquie³⁷. Un partage des tâches s'opère entre le ministère de l'Intérieur, et l'Association de Solidarité concernant la gestion des migrants et apatrides : à Bursa, par exemple, les demandes de permis de travail, de séjour et de naturalisation sont centralisées par l'association, qui les transmet à la préfecture de police. C'est ainsi qu'en juillet 2004, l'Association de Solidarité et ses différentes antennes ont été chargées par la préfecture de police d'assurer la mise en œuvre d'une directive du ministère de l'Intérieur concernant les

36 « Yücelen : Türkiye'de 2874 Batı Trakyalı soydaş ikamet ediyor » [Yücelen : 2874 de nos frères de Thrace occidentale résident en Turquie], bulletin d'information de la direction générale de la presse, de l'édition et de l'information du Premier ministre (T.C. Başbakanlık Basın-Yayın ve Enformasyon Genel Müdürlüğü), 09.01.2002, http://www.byegm.gov.tr/yayinlarimiz/anadoluyahaberler-yeni/2002/ocak/ah_09_01-02.htm

37 *Ibid.* Un article du *National Geographic* turc de 2005, mentionne quant à lui le chiffre de 3240, source officielle à l'appui : « Geniş Açılı : Vatansızlar » [Grand angle : les apatrides], *National Geographic Türkiye*, mai 2005.

ıskatlı, qui stipulait que seules les personnes ayant entamé une procédure judiciaire afin d'être réintroduits dans la nationalité grecque se verraient désormais renouveler leur permis de séjour.

En effet, les autorités turques, en concertation avec les dirigeants associatifs, avaient entamé une réflexion afin de trouver un moyen de saisir la Cour Européenne des Droits de l'Homme sur la question des apatrides, pour pallier la non rétroactivité de l'abolition de l'article 19. La saisine de la CEDH étant conditionnée à l'épuisement des voies de recours interne, ce procédé permettait de contourner la difficulté liée au fait que nombre d'*ıskatlı* ont coupé tout lien avec la Grèce, et n'en parlent pas ou plus la langue. Le rôle de l'Association était de diffuser l'information, et d'accompagner les personnes concernées dans leurs démarches en les orientant vers des avocats turcophones en Grèce. Le fait que nombre d'apatrides ne bénéficient pas du statut international idoine semble dès lors correspondre à une stratégie de long terme de l'État turc, visant à maintenir la présence turque en Thrace occidentale en dépit de l'émigration massive des années 1970 et 1980, en n'intégrant pas — juridiquement du moins — les immigrants.

3. CONCLUSION

Plusieurs séries de remarques s'imposent en conclusion. En premier lieu, à la différence des réfugiés de Bulgarie en 1989, du Kosovo et de Bosnie-Herzégovine dans les années 1990, ceux de Thrace occidentale sont arrivés en Turquie « au compte-goutte », sur une période longue ; ils sont donc passés largement inaperçus. Pourtant, alors que dans les années ayant suivi l'exode, plus d'un tiers des « Turcs » de Bulgarie sont rentrés chez eux (Ertuna 2003 : 51)³⁸, la législation grecque (article 19) interdisait cette possibilité aux *Bati Trakyalı*. De la même façon, les *Bati Trakyalı* résidant en Turquie subissaient de la part des autorités consulaires grecques, jusqu'aux années 2000, une inégalité de traitement dans leurs démarches administratives par rapport aux autres citoyens grecs³⁹. À cela s'ajoute l'ambiguïté dans le traitement des migrants originaires de Thrace occidentale par les services de l'État turc, qui induit une réelle incertitude et instabilité juridique. Ainsi apparaissent des modes de vie (allers et retours en Thrace, stratégies professionnelles et matrimoniales autour de la nationalité) qui

38 Selon cette source, sur 345 960 fugitifs, 133 272 sont retournée en Bulgarie entre juin 1989 et mai 1990. Ces chiffres sont repris d'Ercüment Konukman (1990) *Tarihi Belgeler Işığında Göç ve Anavatan* [L'immigration et la mère patrie à la lumière des documents historiques], Ankara, Ocak Yayınları. (Cet auteur est membre du parti d'extrême droite MHP, dont il était en 2003 le vice-président). Nurcan Özgür-Baklacioğlu (2003 : 205), indique le chiffre de 250 000 migrants seulement entre juillet et octobre 1989, mais sans source à l'appui. Enfin, le tableau déjà cité de Filiz Doğanay (1996) fait état de 225 863 migrants en provenance de Bulgarie pour l'année 1989.

39 Notamment en ce qui concernait la durée de validité et les conditions de renouvellement des passeports.

illustrent la façon dont les *Bati Trakyalı* s'adaptent à des normes juridiques parfois contradictoires, souvent changeantes et négociables, et qui renforcent leur impression de fragilité, en Grèce comme en Turquie.

Ensuite, la catégorisation administrative étudiée est à mettre en rapport avec le processus de politisation autour de l'immigration des *Bati Trakyalı* en Turquie, depuis les années 1960-1970. Les dirigeants de l'Association de Solidarité ont su la constituer en problèmes relevant des *millî dava* (« combat national »), à l'instar de Chypre, et inscrire leur structure au sein du champ du pouvoir d'État, bénéficiant d'un statut d'interlocuteurs incontournables dans la gestion de cette population. Il s'agit enfin d'un contentieux interétatique « retranscrit » en termes européens. Exprimées en termes de souveraineté territoriale, jusqu'aux années 1980, d'après le lexique de la droite ultranationaliste, les prétentions turques en Thrace occidentale ont été reformulées à la fin des années 1980 en des termes plus « européens », concernant la promotion des « minorités ethniques », concomitamment avec le développement du « champ international des droits de l'Homme » (Dezalay et Garth, 2002). Ainsi, comme le remarque James W. Tollefson (2002 : 66) à propos des politiques de promotion des langues minoritaires : « *In some instances, such policies are part of social and political agendas that have little to do with human rights and instead are central to struggles for political power* ».

Références bibliographiques

- BALLATORE Magali (2008) ERASMUS : Les usages inégalitaires d'un programme « d'échanges ». Une comparaison France/Italie/Angleterre, *Le Mensuel de l'Université*, n° 27.
- BEHAR David (2006) Les voies internationales de la reproduction sociale. Trajectoires migratoires en grande bourgeoisie turque, *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 22 (3), pp. 39-78.
- ÇAĞAPTAY Söner (2006) *Islam, Secularism, and Nationalism in Modern Turkey. Who is a Turk?*, London and New-York, Routledge.
- DANIŞ Didem (2006) « Attendre au purgatoire » : Les réseaux religieux de migrants chrétiens d'Irak en transit à Istanbul, *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 22 (3), pp. 109-134.
- DEZALAY Yves, GARTH Bryant G. (2002) *La mondialisation des guerres de palais. Des Chicago Boys aux notables du droit en Amérique latine*, Paris, Seuil.
- DOĞANAY Filiz (1996a) Türkiye'ye göçmen olarak gelenlerin yerleşimi, *Toplum ve Göç* (III. Ulusal Sosyoloji Kongresi) [« L'installation des migrants en Turquie », in *Société et migration*, 3^{ème} congrès international de sociologie], Ankara, DİE ve Sosyoloji Derneği Ortak Yayınları, pp. 194-203.
- DOĞANAY Filiz (1996b) *Türkiye'ye göçmen olarak gelenlerin yerleşimi* [L'installation des migrants en Turquie], Ankara, Devlet Planlama Teşkilatı.
- ÉLIAS Norbert (1997) *La société des individus*, Paris, Pocket.
- ERTUNA Burcu (2003) *Migrations et représentations identitaires : exemple des Turcs de Bulgarie migrants de 1989*, Yüksek Lisans Tezi, Marmara Üniversitesi, Sosyal Bilimler Enstitüsü.

- GERAY Cevat (1962) *Türkiye'den ve Türkiye'ye göçler ve göçmenlerin iskanı (1923-1961)* [Les migrations et l'installation des immigrés en et vers la Turquie], Ankara, Ankara Üniversitesi Siyasal, Bilgiler Fakültesi Yayınları, 1962.
- HERSANT Jeanne (2000) L'évolution de la question de la minorité musulmane de Thrace occidentale dans le cadre de l'intégration européenne de la Grèce, mémoire de fin d'études sous la direction de Gilles Dorransoro, IEP de Rennes.
- HERSANT Jeanne (2005) Les associations de migrants originaires de Thrace occidentale (Grèce) à Zeytinburnu et Bursa : pratiques politiques et figures du notable, in Jeanne Hersant et Alexandre Toumarkine (dir.), *Hometown Organisations in Turkey*, *European Journal of Turkish Studies* 2, <http://www.ejts.org/document368.html>
- HERSANT Jeanne (2007) Construction ethnique, co-gouvernementalité, mobilisations politiques. Sociologie du nationalisme turc à travers le cas des Turcs de Thrace occidentale (Grèce, Allemagne, Turquie), thèse de doctorat en sociologie dirigée par Hamit Bozarslan, Paris, EHESS.
- HERSANT Jeanne, YATROPOULOS Nepheli (2008) Mobilisation identitaire et représentation politique des « Turcs » en Thrace grecque : les élections législatives de mars 2004, *European Journal of Turkish Studies*, <http://www.ejts.org/document1342.html>
- KİRİŞÇİ Kemal (1995) Post Second World War Immigration from Balkan Countries to Turkey, *New Perspectives on Turkey*, n° 12, pp. 61-77.
- KİRİŞÇİ Kemal (2003) Turkish Asylum Policies in a European Perspective, in Emrehan Zeybekoğlu & Bo Johansson (eds) *Migration and Labour in Europe. Views from Turkey and Sweden*, Marmara University Research Center for International Relations (MURCIR), Swedish National Institute for Working Life (NIWL), pp. 56-73.
- LABBÉ Morgane (2000) *La population à l'échelle des frontières. Pour une démographie politique de l'Europe*, Paris, EHESS.
- LAHAV Gallya (2004) *Immigration and politics in the new Europe : reinventing borders*, Cambridge - New-York, Cambridge University Press.
- LAVENEX Sandra, UÇARER, Emek (eds) (2002) *Migration and the externalities of European integration*, Lanham Md, Lexington Books.
- NOIRIEL Gérard (1995) Socio-histoire d'un concept : les usages du mot « nationalité » au XIX^e siècle, *Genèses*, n° 20, pp. 4-23.
- NOIRIEL Gérard (2001) *État, nation et immigration. Vers une histoire du pouvoir*, Paris, Folio histoire.
- ÖZGÜR-BAKLACIOĞLU Nurcan (2003) Cross-Border Movements Across Turkish-Bulgarian Border : Problems and Prospects, *Turkish Review of Balkan Studies*, n° 8, pp. 203-226.
- TOLLEFSON James W. (2002) The Language Debates : Preparing For the War in Yugoslavia, *International Journal of the Sociology of Language*, n° 154, pp. 65-82.
- TOUMARKINE Alexandre (1995) *Les migrations des populations balkaniques en Anatolie (1876-1913)*, Istanbul, Isis.
- TOUMARKINE Alexandre (2000) Entre Empire ottoman et État-nation turc : les immigrés musulmans du Caucase et des Balkans du milieu du XIX^e siècle à nos jours, Thèse de doctorat en histoire, sous dir. Dominique Chevallier, Université Paris IV.
- TSITSELIKIS Konstantinos (2006) Citizenship in Greece: Present challenges for future changes, in D. Kalekin-Fishman & P. Pitkänen (eds.) *Multiple Citizenship As A Challenge To European Nation-States*, Rotterdam, Sense Publishers, pp. 145-170.
- Article consulté en ligne dans une version mise à jour le 05.06.07: www.kemo.gr
- 2000 *Genel Nüfus Sayısı*, Devlet İstatistik Enstitüsü (DİE), Ankara [Recensement général de la population pour l'année 2000, Institut National de la Statistique, Ankara].

« Frères turcs » et indésirables à la fois : les migrants de Thrace grecque en Turquie

Jeanne HERSANT

Jusqu'à la fin des années 1980, de nombreux musulmans de Thrace grecque, ressortissants européens, émigraient clandestinement en Turquie pour y demander l'asile politique. Au-delà de l'aspect anecdotique ou insolite de ce constat, l'étude de ces flux migratoires permet d'opérer une sociologie de la construction nationale en Turquie. La première partie de cet article est consacrée à la façon dont la politique migratoire et la politique d'asile de la Turquie s'appliquent à la Thrace occidentale. La question des apatrides et l'usage politique qui est fait de leur statut font l'objet de la seconde partie. L'accueil et les conditions de séjour de cette population en Turquie répondent à deux principes étatiques difficilement conciliables : décourager son installation définitive afin de maintenir une présence turque en Thrace occidentale, tout en procurant des avantages notables à ces « étrangers d'ascendance turque ».

“Turkish Brothers” yet Undesirables: Immigrants from Greek Thrace in Turkey

Jeanne HERSANT

Until the end of the 1980s, many of the Muslims living in Greek Thrace –who are European citizens– used to emigrate illegally and to seek asylum in Turkey. Beyond the trivial or unusual aspect of this statement of fact, the study of such migratory fluxes allows us to carry out a sociology of the Turkish nation-building process. The first part of this paper describes the way Turkish migratory and asylum policies have been enforced with regard to Western Thrace. The second part deals with the issue of stateless persons and the political use of their status. The reception and conditions of stay of these people in Turkey have hinged on two official principles that are not compatible with each other: the will to keep a Turkish presence in Western Thrace, hence to dissuade the migrants from coming to Turkey; and, at the same time, the granting of noteworthy welfare benefits to these people as “foreigners of Turkish descent”.

“Hermanos turcos” y al mismo tiempo indeseables: los inmigrantes de la Tracia griega en Turquía

Jeanne HERSANT

Hasta fines de los años 1980, numerosos musulmanes de la Tracia griega, europeos, emigraban clandestinamente a Turquía para pedir asilo político. Más allá del aspecto anecdótico o insólito de este hecho, el estudio de estos flujos migratorios permite operar una sociología de la construcción nacional en Turquía. La primera parte de este artículo está consagrada a la manera en que la política migratoria y la política de asilo de Turquía se aplican a la Tracia occidental. La cuestión de los apátridas y del uso político que se hace de su estatus son objeto de la segunda

parte. El recibimiento y la scondiciones de residencia de esta poblaci3n en Turquía responden a dos principios estatales dificilmente reconciliables : dificultars su instalaci3n definitiva con el fin de mantenet una presencia turca en Tracia occidental, al mismo tiempo que procurar notables ventajas a estos « extranjeros de ascendencia turca ».

Hem soydaş, hem istenmeyen: Türkiye’de Batı Trakyalı göçmenler

Jeanne HERSANT

1980’li yılların sonuna kadar, AB vatandaşı olan pek çok Batı Trakyalı Müslüman iltica talep etmek üzere Türkiye’ye sığınmıştır. Bu alışılmamış tespudin ötesinde, Batı Trakyalıların göç hareketlerinin incelenmesi Türkiye’de ulus-devletin inşa sürecinin sosyolojik olarak değerlendirilmesini mümkün kılmaktadır. Makalenin birinci kısmında Türkiye’nin göç ve iltica politikalarının Batı Trakyalılar için nasıl uygulandığı ele alınmaktadır. İkinci kısımda ise haymatlos sorunu ve Batı Trakyalı haymatlosların statüsünün siyasal kullanımı incelenmektedir. Bu kişilerin Türkiye’de kabul ve ikamet koşulları birbiriyle pek bağdaşmayan iki devlet politikasıyla ilgilidir : Bu « Türk soylu yabancılara » ciddi avantajlar sağlanırken, Batı Trakya’da Türk mevcudiyetini korumak için Türkiye’de kalıcı olarak yerleşimleri engellenmektedir.